



NUMÉRO THÉMATIQUE

Surveillance nutritionnelle des populations défavorisées : premiers résultats de l'étude Abena

Éditorial

Une situation très critique

L'InVS s'est engagé depuis plusieurs années, dans la surveillance des populations les plus défavorisées, qui, outre les nombreuses difficultés qu'elles rencontrent dans leur vie quotidienne, sont à risque particulièrement élevé de maladies. De nombreuses études dans les pays développés ont montré combien les personnes défavorisées économiquement étaient à risque élevé de diabète, maladies cardiovasculaires, cancers..., maladies chroniques dont la nutrition représente l'un des déterminants majeurs. Par ailleurs, l'obésité est particulièrement fréquente chez les personnes de faible statut socioéconomique, phénomène lié semble-t-il en grande partie, au faible coût relatif des aliments les plus caloriques et au coût plus élevé des aliments de bonne qualité nutritionnelle. Compte tenu du nombre élevé de personnes considérées comme pauvres en France (en 2003, selon l'Insee, entre 3,7 millions et 7,1 millions selon le seuil utilisé), le problème de leur état nutritionnel constitue une réelle priorité dans les actions de santé publique.

Dans son programme de travail, l'Usen a développé un axe de surveillance spécifique autour de cette question. En effet, en raison des modalités de recrutement et des contraintes liées au recueil des données, les personnes les plus pauvres sont, en général, exclues involontairement des enquêtes nationales en population générale. En 2003, le secrétariat d'État à la Lutte contre l'Exclusion et la Précarité (actuel ministère délégué à la Cohésion sociale et à la Parité) a saisi l'InVS pour que l'Unité de surveillance et d'épidémiologie nutritionnelle (Usen) réalise une étude permettant de décrire les consommations alimentaires et l'état nutritionnel des personnes recourant à l'aide alimentaire. Un comité de suivi multidisciplinaire, comprenant également des représentants des principales associations d'aide alimentaire, a été associé étroitement au déroulement de l'étude proposée par l'Unité de surveillance et d'épidémiologie nutritionnelle (Usen). Le choix a été fait de compléter l'approche épidémiologique par un volet socio-anthropologique. Ce numéro spécial du BEH présente les premiers résultats des deux volets de cette étude, sachant que les observations complètes feront l'objet de rapports diffusés dans quelques semaines.

Première réalisation de ce type en France, les résultats de cette étude apportent une lumière nouvelle sur une situation qu'il n'est sûrement pas abusif de juger comme très critique. Le premier article montre combien, dans les quatre zones urbaines étudiées, les situations socio-économiques et les conditions de vie des bénéficiaires de l'aide alimentaire peuvent être diverses. L'évaluation des niveaux de consommations alimentaires, décrite dans le second article, montre une très faible présence de certains groupes d'aliments fondamentaux sur le plan nutritionnel, tels que les fruits et légumes, dont la consommation est bien éloignée des repères diffusés dans le cadre du Pro-

gramme national nutrition santé (PNNS) et très en-dessous de ce qui est observé en population générale. La description des approvisionnements et des modalités de recours à l'aide alimentaire permet de comprendre ces données : alors que l'aide alimentaire n'est généralement pas conçue pour subvenir à l'ensemble des besoins nutritionnels, les personnes y recourant la décrivent, que ce soit dans le volet épidémiologique ou socio-anthropologique, comme étant leur source d'approvisionnement quasi-unique. De ce point de vue, c'est l'organisation même de l'aide alimentaire qui peut être remise en question. De façon cohérente avec ces consommations, le niveau des marqueurs de l'état nutritionnel montre que ces difficultés à accéder à une alimentation adaptée sont associées à un état morbide ou pré-morbide dont les conséquences en termes de prise en charge restent à prendre en compte. Enfin, les entretiens socio-anthropologiques, dont une des analyses est présentée dans le 4^e article, permettent de mettre en évidence d'une part l'importance des liens sociaux dans les degrés de dépendance face à l'aide alimentaire, et d'autre part, la diversité des stratégies d'approvisionnement, dont le trait commun reste les immenses difficultés auxquelles doivent faire face ces personnes quotidiennement. Il ne fait aucun doute que ces résultats, même limités d'un point de vue géographique, doivent déboucher sur des décisions de politique de santé publique intégrant des mesures sociales fortes. Il sera également indispensable de répéter ce type d'étude de surveillance, dans la perspective de détecter les éventuelles évolutions de la situation, notamment à la lumière des mesures qui seront mises en place dans le cadre du PNNS.

Pr Serge Hercberg
Directeur Centre de recherche
en nutrition humaine
d'Ile-de-France

Pr Gilles Brücker
Directeur général
de l'Institut
de veille sanitaire

SOMMAIRE

Caractéristiques sociodémographiques des personnes recourant à l'aide alimentaire, étude Abena, 2004-2005	p. 78
Consommations alimentaires et place de l'aide alimentaire chez les personnes incluses dans l'étude Abena, 2004-2005	p. 79
Marqueurs de l'état nutritionnel des personnes recourant à l'aide alimentaire, étude Abena, 2004-2005	p. 81
Les usages de l'aide alimentaire à la lumière des liens sociaux : un aspect du volet socio-anthropologique de l'étude Abena	p. 83

Coordination scientifique du numéro :
Katia Castetbon, Usen, Institut de veille sanitaire, Université de Paris 13, Conservatoire national des arts et métiers